

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861-Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D-La Source

Ultime tentative électoraliste

ACCORD DE FAÇADE DES PARTIS DE GAUCHE

C'est lundi soir que les leaders des trois partis de gauche ont signé l'accord pour le 2^e tour des législatives portant sur les désistements réciproques, ainsi que les orientations principales que prendrait un éventuel gouvernement de gauche.

Dans ce texte, les trois partis prennent l'engagement de gouverner ensemble et de reprendre l'actualisation du « Programme commun » au lendemain du 19 mars.

A vrai dire, il y a un net changement de ton par rapport à dimanche, où Marchais était menaçant et plaçait ses exigences au maximum. Or lundi, tous les problèmes épineux ont systématiquement été mis de côté, telle que la question de la nationalisation, des filiales. De même pas un mot n'a été dit sur la situation internationale.

Par contre ils ont remis très en avant toutes leurs promesses démagogiques sur les mesures économiques et sociales (telle le SMIC à 2 400 F), des discussions avec les organisations syndicales (qu'ils contrôlent !) sur les salaires, l'emploi,

les conditions de travail... Et comme on n'attrape pas des mouches avec du vinaigre, ils parlent d'écologie, des femmes... enfin tout leur est bon pour essayer de racoler des voix. Ceci d'autant plus qu'ils n'ont

Laguiller), acceptent de jouer le rôle de rabatteurs pour la gauche.

Si une majorité de travailleurs en France s'oppose à l'austérité imposée par la

droite, l'austérité de gauche n'a pas un meilleur goût. Il n'y a pas d'« expérience à faire », il y a à refuser l'austérité d'où qu'elle vienne, et elle existera tant que subsistera le capitalisme.



● URSS

Les nouveaux tsars du Kremlin ne s'embarrassent pas de légalité quand ils ont envie de se débarrasser de quelqu'un qui les gêne à plus forte raison quand il est Russe et qu'il vit en Union soviétique.

Le général Piotr Grigorenko a été déchu de sa nationalité soviétique par un décret public vendredi dernier.

Il paraît que les critiques émises par Grigorenko sont « dommageables au prestige de l'Union soviétique ». Les réactions ne se sont pas faites attendre. Sakharov a vivement protesté.

Mais ce qui est plus grave encore, c'est que les gouvernements ont signé un accord à Belgrade pour

clôre la trop tristement célèbre conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cet accord laisse les mains libres à l'URSS de Brejnev quant à ce qu'on appelle les « droits de l'homme » puisqu'il n'en est fait mention nulle part dans la déclaration finale.

Piotr Grigorenko est membre des groupes de surveillance des accords d'Hel-sinki. Il vient de rappeler que sur 40 membres de la première heure de ces groupes, 21 ont été soit privés de leur citoyenneté, soit exilés, soit arrêtés.

Un élément de plus à ajouter au dossier sur l'odieux système social-fasciste qui sévit en URSS aujourd'hui.

● Chine

10 000 cadres dirigeants ou citoyens chinois des milieux ouvriers, administratifs, intellectuels et artistiques ont été réhabilités en Chine et ceci uniquement pour la ville de Shanghai.

Ces 10 000 personnes avaient eu affaire à la bande des Quatre. Cette nouvelle est parue lundi matin dans le « Quotidien du Peuple » (Renmin Ri-

bao). 500 de ces personnes, injustement persécutées par la bande des Quatre, ont pris la parole dans des meetings de critique pour dénoncer les agissements des Quatre. Certaines sont aujourd'hui députés à la 5^e Assemblée populaire nationale ou représentants au Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois.

Mardi 14 mars à 20 h 30

Salle B à la Mutualité

meeting

unitaire des

marxistes-léninistes

A l'appel du PCRML et du PCMLF

- Le 19 mars, refusez vos voix aux politiciens des partis de droite de gauche !
- Après les élections, ce sera toujours le capitalisme !
- Rassemblons nos forces pour les luttes de l'après-mars.
- Préparons la révolution socialiste.

MARDI 14 MARS à 21 h 02

Sur les trois chaînes de télévision
et à la radio

ANDRÉ DRUESNE
ET NICOLE BALLAND

Membres du secrétariat du
comité d'initiative national
de l'UOPDP

Editorial

L'après 19 mars

S'organiser pour la lutte de classe

28 000 personnes ont, le 12 mars, porté leurs suffrages, dans 115 circonscriptions, sur l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Sans être un score élevé, cela témoigne d'un élargissement de l'influence des idées révolutionnaires, chose que nous ne pouvions mesurer en nous tenant en dehors de la bataille, en appelant à l'abstention. Ceci est d'autant plus important que tout était fait pour que l'ensemble des voix se porte exclusivement sur les « quatre grands » (RPR, PS, PCF, UDF) et faire croire qu'agir ainsi c'était « voter utile ».

Voter UOPDP, c'était clairement montrer qu'une autre voie (que l'impasse électoraliste) existait, affirmant clairement que ce qui est à l'ordre du jour, c'est de s'organiser indépendamment des partis bourgeois, pour mener une lutte de classe résolue contre la bourgeoisie, notre ennemi de classe, et cela quel que soit le résultat des urnes.

La droite au pouvoir a des chances de se maintenir et la même politique rétrograde va continuer. Le nouvel accord conclu par la « gauche » ne peut que continuer à perpétuer des illusions ; Marchais et Mitterrand vouent à l'échec l'espoir de millions de travailleurs qui veulent un véritable changement. Par leurs manœuvres, ils provoquent l'écœurement, la démobilisation des travailleurs et, en définitive, assument la responsabilité de la reconduction de la droite.

Mais cette déception peut se transformer en colère, car la hausse des prix, le chômage vont reprendre de plus belle et il faudra organiser la riposte. Dans cette bataille de classe, nous sommes persuadés que nous nous trouverons au coude à coude avec beaucoup de ceux qui ont voté pour la gauche, car il n'y a pas d'autre voie.

D'autre part, l'instabilité politique est en train de s'installer, et dans ce contexte, l'unification des marxistes-léninistes dans un seul parti devient un impératif plus urgent que jamais. Ainsi à Rennes, si l'ensemble des marxistes-léninistes (c'est-à-dire y compris avec des groupes locaux ou régionaux) n'avaient formé qu'une seule organisation, cela aurait évité la multiplication des sigles qui ne peut qu'entraîner la confusion, et ce serait alors 1 800 voix qui se seraient regroupées pour dire : « Non au chômage, non à la misère ».

Cette force que représentera alors le parti marxiste-léniniste unique sera mieux à même d'entraîner la classe ouvrière et les masses populaires dans les luttes et de répondre ainsi avec plus de force à leurs aspirations. Pour les luttes de demain, la classe ouvrière a besoin d'un état-major de combat, d'une direction politique unique (non de promesses électorales) pour la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste.

Que ceux qui ont fait confiance à l'UOPDP le 12 mars fassent maintenant un pas supplémentaire en s'organisant, qu'ils rejoignent les rangs des marxistes-léninistes, qu'ils participent à l'édification du parti marxiste-léniniste unique.

L'offensive russe dans la Corne de l'Afrique

Après l'Ogaden, l'Erythrée ?

Après l'annonce, en fin de semaine dernière du retrait des forces régulières somaliennes du territoire de l'Ogaden, la situation dans la corne de l'Afrique va vraisemblablement évoluer très vite. Libérée sur le front sud, l'armée éthiopienne, encadrée et dirigée par les forces soviéto-cubaines va pouvoir porter son effort sur l'Erythrée, au Nord.

C'est vendredi dernier qu'à la demande du président Siad Barré le comité central du Parti socialiste somalien a pris la décision officielle de retirer les troupes somaliennes de l'Ogaden. En fait, cette décision, qui était devenue militairement indispensable était apparue dans les faits depuis plusieurs jours déjà.

Il était évident que l'armée somalienne ne pourrait pas tenir tête longtemps à l'assaut conjugué des troupes éthiopiennes, des 12 000 Cubains et des 1 000 soldats du Pacte de Varsovie engagés dans la bataille avec l'armement soviétique perfectionné et appuyés par l'aviation russe.

Cette décision brusque de Mogadiscio semble avoir pris de cours les Soviétiques et surtout leur avoir coupé l'herbe sous les pieds pour le cas où ils auraient eu le désir de poursuivre leur offensive jusque dans le ter-

ritoire somalien lui-même. Il paraît maintenant difficile pour Moscou de s'engager ou même simplement de cautionner une agression contre la Somalie.

La plupart des réactions internationales au retrait des forces somaliennes, tant en Afrique qu'en Europe, ont été positives. Mohamed Ibrahim Kamel, ministre égyptien des Affaires étrangères a par exemple, déclaré que cette décision était un « pas constructif en vue de trouver une solution négociée au conflit au sein de l'OUA ».

Le retrait des troupes somaliennes ne signifie cependant pas la fin du conflit. D'une part, le gouvernement somalien continue à réclamer le droit à l'autodétermination pour le peuple somali de l'Ogaden. Le front de Libération de la Somalie occidentale (FLSO), tout comme le Front de Libération de la Somalie-Abo



Manifestation à Paris contre l'offensive soviétique dans la corne de l'Afrique.

(FLSA) sont déterminés à poursuivre le combat. Il sera très difficile à une armée régulière de réduire ces combattants très liés à la population et pratiquant la guerrilla de montagne.

« Le retrait par la Somalie de ses troupes ne signifie pas la fin de notre lutte » a déclaré Hassan Mahmoud, le secrétaire général du FLSO qui, après avoir critiqué les deux superpuissances sur le rôle qu'elles avaient eu lors du conflit, a ajouté : « Les

maquisards comptaient avant tout sur eux-mêmes ».

Maintenant, que les combats en Ogaden vont ralentir et que leur offensive a en grande partie réussi, les troupes soviéto-cubano-éthiopiennes vont pouvoir, conformément à ce qui était prévisible, et prévu de longue date, se retourner vers l'Erythrée ou les fronts de Libération contrôlé 90 % du pays et assiègent depuis plusieurs mois le port de Massawa, dernier bastion,

avec la capitale Asmara, de la présence éthiopienne en Erythrée. Pour les troupes d'Addis-Abeba, le problème sera beaucoup plus ardu et elles le savent. C'est pourquoi il fallait avoir les mains libres au Sud pour pouvoir concentrer les forces au Nord. Restait cependant un problème, la stabilisation du front de l'Ogaden. C'est ici qu'interviennent les deux superpuissances. La proposition de Carter d'établissement d'une « force de paix » et composée de troupes de l'OUA pour contrôler le front de l'Ogaden a été reprise avec empressement par Moscou.

L'URSS est même allée jusqu'à dire qu'elle « userait de son influence » (!!!) pour faire se retirer les troupes cubaines d'Ogaden. Elle ne dit pas cependant ce que vont devenir ces 12 000 mercenaires et il y a gros à parier que d'ici peu on les retrouvera à l'action contre les patriotes érythréens.

• Chine-Inde

Renouer la discussion

Une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, conduite par Wang Ping-nan est arrivée mercredi à New-Delhi. Samedi, Wang Ping-nan eut un entretien avec Desai, le Premier ministre de l'Inde. Il a été question du problème frontalier qui existe entre les deux pays, chacun insistant sur son désir de régler la question par des négociations.

De graves conflits armés eurent lieu en 1959 à la frontière sino-indienne, le gouvernement indien se servant d'une rébellion de propriétaire de serfs au Tibet pour revendiquer une bonne partie du territoire chinois et peu après tentant de l'occuper militairement en franchissant la frontière coutumière nationale.

Immédiatement, le gouvernement chinois proposa au gouvernement indien que les forces armées des deux parties se retirent de part et d'autre de la ligne de contrôle effectif sur l'ensemble de la frontière et proposa également une rencontre entre les Premiers ministres des deux pays pour discuter ce problème. Toutes ces propositions furent rejetées. En 1960, Chou En-lai s'est rendu en Inde. Aucun point présenté par le gouvernement chinois ne fut accepté. L'Inde conservait ses ambitions territoriales.

A chaque fois, Chou En-lai ou tout autre représentant chinois insistait sur le fait que le responsable était l'impérialisme britannique qui pour satisfaire ses ambitions impérialistes, remit en cause la frontière traditionnelle.

Ainsi, samedi se renouait sur l'initiative du gouvernement chinois, la discussion.

• OPEP

Le dollar contesté

La réunion ministérielle de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) consacrée à la dette du tiers monde s'est terminée, après une semaine de travaux, par un compromis.

Les principaux représentants des pays exploités du tiers monde l'ont analysé comme plutôt favorable à leur cause et constituant un pas vers l'établissement d'un nouvel ordre économique international. Certains toutefois ont tenu à mettre les points sur les i face aux représentants des pays nantis en rejetant catégoriquement

toute allégation attribuant au prix du pétrole la responsabilité de l'instabilité actuelle de l'économie mondiale.

Ils ont souligné que, par rapport à leur produit national brut, l'aide financière des pays de l'OPEP aux autres pays en voie de développement est nettement supérieure à celle des pays développés. En 1976, les pays industrialisés ont dépensé 13,7 milliards de dollars, soit 0,33 % de leur produit national brut, alors que les pays de l'OPEP en ont distribué 7,9 milliards, soit 3,28 % de leur produit national brut.

Avant de s'achever par un compromis, la conférence a été l'occasion de vifs affrontements entre représentants des pays riches et des pays pauvres.

Le tiers monde exigeait notamment que les pays riches s'engagent à prendre des mesures concrètes sur l'allègement de la dette, ce que ces derniers refusaient obstinément. Finalement, le compromis adopté reconnaît le principe de cette allégement, sans en fixer les échéances pour l'instant.

Dans le même temps, certains pays de l'OPEP prenaient une décision qui peut se révéler lourde de conséquences importantes pour l'avenir, en relation avec les débats de la CNUCED.

Le Koweït, Qatar, et les émirats arabes unis viennent d'appeler l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à prendre les mesures nécessaires pour remédier aux conséquences de la dévaluation du dollar sur leurs revenus.

La plupart des ventes de pétrole effectuées par les pays de l'OPEP leur sont en effet

payées en dollars. La récente dévaluation de fait du dollar fait ainsi perdre au Koweït cinq milliards de francs par jour. Elle s'est traduite, pour l'ensemble des 13 pays de l'OPEP par un manque à gagner de 70 milliards de dollars (presque l'équivalent du budget annuel de la France !).

Le Koweït vient en conséquence de suggérer la création d'une monnaie commune aux pays du golfe, indépendante des fluctuations du dollar. Les émirats arabes unis ont aussitôt fait savoir qu'ils étaient favorables à une telle solution qui porterait un coup très dur à la suprématie mondiale de la monnaie américaine.

L'OPEP qui a décidé de se réunir au mois d'avril examinera sans doute très sérieusement cette proposition. Le Venezuela, par exemple, qui vient de décider d'annuler trois importants contrats pétroliers passés avec des sociétés américaines accusées de vouloir « faire fléchir sa décision de défendre les prix de l'OPEP », y sera sans doute également favorable.

• Afrique

du Sud

De violents incidents sont produits, lors des funérailles de Robert Sobukwe, fondateur du PAK en 1960.

Il avait été emprisonné en 1963 et il resta dix ans en détention dont trois sans avoir été condamné. En 1969, il dut partir en exil à Kimberley. Des centaines de jeunes ont attaqué le chef d'un des bantoustans, considérant qu'il est impossible de se déclarer contre l'apartheid quand on dirige un bantoustan, qui est une des institutions-clés de cette politique.

• Scandinavie

Un porte-parole de la Défense nationale suédoise a confirmé, samedi, les informations publiées dans le quotidien anglais « The Times », selon lesquelles des « camions-espions » d'Europe de l'Est circulent régulièrement dans les pays scandinaves.

« La Défense suédoise soupçonne depuis un certain temps que des puissances étrangères espionnent le territoire à partir de poids lourds probablement équipés de matériel électronique perfectionné. Ces véhicules sont garés à des endroits stratégiques à certaines heures de la journée. »

Ces informations ont également été confirmées par le ministre suédois des Affaires étrangères.

«La Chine telle que

l'ont vue dix syndicalistes»

réalisé par des travailleurs et travailleuses d'EDF-GDF à leur retour d'un voyage en Chine. (Prix 15 F)

En vente aux librairies : «Les Herbes sauvages» : 70, rue de Belleville, Paris 20e et «La Force du livre» 33e rue René Leynaud - 69001 Lyon. Par correspondance à E.100 24, rue Philippe de Girard, 75010-Paris.

Informations générales

TEMOIGNAGE

Comment sont traitées les maladies mentales dans cette société capitaliste

Voici en quelques mots l'histoire de mon frère. Bien qu'il ait toujours rêvé, étant adolescent, de « réussir » sur le plan professionnel, il échouait dans ses études et se retrouvait, à 20 ans, sans diplômes en dehors du BEPC, et devant la nécessité de trouver un travail.

Mes parents avaient de l'argent pour l'aider à suivre des cours pour progresser. Mais il préférait se débrouiller par lui-même, et c'est ce qu'il fit en bricolant à droite et à gauche : porte-à-porte pour vendre des assurances-vie, cuisinier au noir en Angleterre, puis en France.

A un moment, il décide de se lancer sur les chantiers de travaux publics, de commencer comme simple ouvrier-ferrailleur, et ainsi d'apprendre le métier ; au fil des mois, pensait-il, les patrons lui donneraient bien sa chance, s'il se montrait capable et assidu : pauvres illusions héritées d'une éducation bourgeoise : le travail

de ferrailleur est très dur. A l'époque, il fallait travailler une dizaine d'heures par jour, et même le samedi ; la nuit ne suffisait pas pour récupérer les fatigues de la veille. Il s'épuisait physiquement. Au bout de quelque temps, il est contraint de s'intéresser au problème du syndicat car comment faire autrement si l'on veut améliorer un peu son sort ? Il prend contact avec la CGT, est nommé délégué syndical.

Il commence un certain travail syndical : sur une simple menace de débrayage, avec ses camarades de chantier, ils obtiennent le paiement d'une prime que le patron s'était engagé à payer et qu'il n'avait pas payée.

Mais le syndicalisme sur les chantiers est particulièrement difficile, vu la mobilité imposée aux travailleurs d'un chantier à l'autre.

Et puis le patron s'est montré le plus fort : après avoir isolé mon frère des

autres travailleurs, il le pousse à bout en lui rendant la vie impossible, et pour finir, après trois ans de travail, mon frère était quasiment obligé de partir, épuisé physiquement et moralement. Ses espoirs étaient anéantis les uns après les autres, sa vie était une suite d'échecs.

Tirailé entre ses aspirations et l'impossibilité de les réaliser, il allait entrer dans une longue période de chômage qui durera plus d'un an, avant son entrée à l'hôpital Sainte-Anne en novembre 1976.

A Sainte-Anne, ils ont gardé deux ou trois mois en semi-liberté, et l'ont abruti à coups de médicaments (chimie du cerveau). Thérapeutique inhumaine, parce qu'uniquement basée sur la chimie, mal maîtrisée, et sans égard au fait que ce type de malade a grand besoin de réconfort et d'amitié, et d'une réinsertion progressive dans la vie sociale avec un travail adap-

té à leur état.

Mais pour M. le professeur Cuck, tout se règle par la chimie, et une fois le malade mis à la porte de l'hôpital, dès qu'il est jugé « guéri », ce n'est plus son problème.

Pendant un bout de temps, mon frère allait un peu mieux ; il a pu sortir quelque temps et même travailler un peu. Mais ce fut pour faire l'aller-retour. A nouveau sorti, il va falloir qu'il y retourne. Les médicaments l'ont mis dans un état physique vraiment affreux : pris de raideurs et de tremblements (dont il est conscient), il est de plus complètement incapable de soutenir une discussion quelques minutes. Il est si faible qu'il ne peut même pas couper sa viande à table.

Il y a de quoi pleurer de tristesse et d'impuissance aussi, car que faire ? Peut-être existe-t-il un faible espoir de le tirer d'affaire mais c'est mal parti.

La mort d'un chanteur «yéyé»

Un événement qui a failli éclipser les élections, « un attroupement de plusieurs centaines de personnes devant sa résidence, deux jeunes filles repêchées in-extremis dans la Seine, deux orphelins, des milliers de fans désorientés », c'est en ces termes que les radios périphériques et la télévision ont présenté la mort du chanteur Claude François.

Ce chanteur avait été lancé dans les années soixante avec la vague « yéyé » importée d'Amérique et d'Angleterre. Avec d'autres, tels que Halliday ou Sardou, il était la locomotive du show-business français.

Il n'a pas été victime des affaires du spectacle comme certains qui sont lancés un moment comme des savonnettes et qui retombent rapidement plus bas qu'ils étaient partis.

Lui était un agent, un patron du show-business. Il était son propre impresario, il avait sa propre maison de disques, sa propre maison d'édition, il était directeur de revues : « Absolu », revue pornographique et de « Podium », revue consacrée à la vie sentimentale et autre des chanteurs en vogue. « Podium » est une entreprise d'abrutissement de la jeunesse qui se présente comme « votre super mag fav » qui vous fait pousser « waow » à chaque page, qui idolâtre « le roi Claude François ».

« L'idéal » que propage ce journal, c'est de pouvoir rencontrer l'idole, le « fav » (favori). Ça frise la mégalomanie.

Dans cette revue, il est question des vedettes de l'heure qui sévissent dans les « hit parades ». Quand « Podium » les interroge, les premières questions, quand ce sont des hommes, sont pour s'enquérir sur leur type de femme et leur type de voiture, ce qui en dit long sur le mépris des femmes.

C'est plein d'histoires à l'eau de rose, il y a l'horoscope, le courrier du cœur, les chansons de « Plastic Bertrand », le chanteur Punk dont l'une commence ainsi « Wham, bham, mon chat splash sur mon lit », il y a les posters des idoles qui font faire « waow », il y a les jeux qui font gagner les disques des idoles, etc. C'est « Ici Paris » ou « France dimanche ».

L'entreprise Claude François comprenait aussi une eau de toilette « L'eau noire de Clo-Clo ». Il se préparait aussi à ouvrir une agence de mannequins.

Quant aux spectacles nombreux auquel il avait droit à la télévision, la débilite des chansons voisinaient avec la pornographie, et le spectacle affligeant des « Claudettes » qui se dansaient plus que dévêtues, sorte de « Crazy Horse » pour le pauvre.

Claude François, c'est en fait la réussite d'un système du spectacle qu'il a incarné de manière criante mieux que tout autre.

Cependant, à son actif, on peut citer de lui ses convictions fermement antiracistes (son admiration de la musique noire américaine en est un exemple). On peut encore faire valoir son soutien à la cause des peuples et pays arabes contre le sionisme dont il a témoigné lors d'une interview par exemple, et dont l'origine provient du fait qu'il a passé sa jeunesse en Égypte.

• Ste Geneviève des Bois

Attaque raciste au foyer Sonacotra

Depuis un an et demi, le foyer Sonacotra de Ste-Geneviève-des-Bois est en grève des loyers avec le Comité de coordination. Depuis un certain temps, plusieurs délégués du comité de résidents ont été l'objet d'attaques racistes. En novembre 1977 l'un d'eux a reçu une lettre de menace de mort qui fut suivie dans le mois de deux attaques sans gravité.

Cette fois-ci, les racistes ont voulu marquer le coup. Lundi 6 mars, ce sont sept individus qui ont attaqué notre délégué, le frappant à l'aide de matraque à la gare de Ste-Geneviève, alors qu'il

rentrait de son travail.

Nous, résidents du foyer Sonacotra, refusons que des fascistes, au service d'on ne sait trop qui, puissent ainsi en attendant à la vie de notre camarade, tenter de cesser notre juste lutte.

Nous appelons les travailleurs français et immigrés à se mobiliser contre de tels actes et à renforcer le soutien à notre lutte.

Comité de résidents du Foyer Sonacotra
de Ste-Geneviève-des-Bois
rue Descartes, résidence St-Hubert



Une page de « Podium », le journal de Claude François, pour Claude François, où passent à plein le mépris des femmes et la vie facile.

● Toulouse

Luttes sans précédent dans l'enfance inadaptée

Depuis un mois, les travailleurs des établissements d'enfants inadaptés de l'ASEI et du CREA (environ 2 500 salariés) sont en lutte.

Ils refusent la restructuration d'un établissement d'Albi et exigent le retrait de 16 avertissements pour faits de grève (soutien à la lutte d'Albi). Ils luttent aussi pour l'ouverture de négociations : paiement des jours de grève, titularisation du personnel temporaire, revalorisation des catégories C et D.

L'ENJEU DU CONFLIT

L'attitude de la direction correspond à une volonté de restreindre le droit de grève, à une volonté d'appliquer la loi sociale avec ses restructurations, fermetures d'établissements ce qui entraîneraient une baisse des effectifs, à un blocage des

négociations sur les conventions collectives désormais soumises à l'accord de l'État.

De plus, actuellement, il est tenté de mettre sur pied un système de fichage et de mise à l'écart des enfants dits « handicapés ».

La mobilisation a permis le retrait des seize avertissements. Mais les travailleurs veulent aller plus loin.

OU EN SOMMES-NOUS ?

D'une part, après avoir utilisé pendant des années la démagogie pour faire avaler leur politique éducative au service de la bourgeoisie, les patrons se montrent sous leur vrai jour : ils reprennent, restructurent, licencient.

D'autre part, les travailleurs se découvrent une volonté de lutte commune et refusent d'être des agents de la ségrégation sociale, la rentabilisation des handica-

pés ; ils refusent aussi de former des travailleurs qui n'auraient d'autre issue que le centre d'aide par le travail, l'hôpital psychiatrique ou de constituer le sous-prolétariat des usines.

LA COORDINATION : OUTIL DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs se sont organisés autour d'une coordination, émanation des assemblées générales de chaque établissement, elle regroupe des grévistes syndiqués ou non, mandatés sur des propositions des assemblées générales quotidiennes de leur établissement.

La coordination permet la prise en charge réelle de la lutte. Elle concrétise l'unité en rassemblant les propositions et en organisant les actions. Elle a contrôlé les délégués syndicaux lors des négociations.

LA DIVISION DU MOUVEMENT SURMONTÉE

Quelques délégués syndicaux CGT et CFDT ne voulaient pas de la coordination, ne voulaient pas rendre compte des négociations. Il y a même eu tentative pour faire reprendre le travail. Cela a été refusé par les travailleurs. Certains délégués ont été remplacés par d'autres lors des négociations. Les unions départementales ont reconnu la validité de la coordination.

Le 10 mars a été une journée de mobilisation générale de tous les établissements avec participation à des rassemblements au CREA et à l'ASEI. Les patrons prétendent ne pas être mandatés pour négocier.

Le mouvement montre aux patrons la volonté de lutte des travailleurs.

● Orléans

Au CHRO on continue

Lundi 13 mars, la grève des hospitaliers d'Orléans est entrée dans son 13e jour. Vendredi dernier, 400 agents hospitaliers ont défilé dans les rues de la ville afin d'affirmer leurs revendications qui sont utiles à rappeler : - Embauche de personnel, créations de postes, titularisations de tous les temporaires (environ 400), 250 F pour tous et 2 500 F minimum, extension des locaux pour la crèche et toutes les revendications locales...

La combativité a encore augmenté et ceci est aussi très important. Alors que les élections battent leur plein, que les divers partis politiques de la bourgeoisie s'affrontent pour savoir qui va gouverner et manger la plus grosse part du gâteau, la grève des hospitaliers témoigne qu'élections ou pas, il faut quand même se battre pour obtenir nos revendications.

Le soutien s'élargit aussi peu à peu. Fait nouveau dans une lutte d'hos-

pitaliers et qui témoigne du souci d'unir malades-hospitaliers et travailleurs, les grévistes ont déjà organisé deux après-midi portes-ouvertes (le 4 et le 11 mars) pour montrer un peu les conditions de travail des hospitaliers et les conditions de vie des vieillards dans l'hospice (entre autres).

La semaine qui vient verra les hospitaliers de Fleury-les Aubrais et de Pithiviers se mettre en grève et jeudi une manifestation aura lieu à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

Pour soutenir les hospitaliers d'Orléans en grève on peut envoyer des messages de solidarité à sections CFDT-CGT du CHRO et personnel hospitalier en lutte.

- Syndicat CFDT : 5, 7 rue du Poirier - 45000 Orléans.

- Syndicat CGT : 22, rue Notre-Dame-De-Recouvrance - 45000 Orléans

● Paris

Un travailleur d'origine espagnole...

Un travailleur d'origine espagnole (ouvrier du bâtiment) qui a vu des affiches et lu l'appel de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne a rencontré un camarade.

A un an de la retraite (il a 64 ans), il a eu des ennuis avec son dernier employeur : un triste individu qui l'a employé plus d'un mois sans le payer, sans le déclarer, alors que justement, pour avoir droit à une retraite décente, il lui faut encore quelques mois de travail déclaré ! De plus, ce filou, un nommé Kuzniskov, 179, rue Lafayette, avait un nom pour lui et un nom différent pour ses clients : en fait, il exploitait au nom d'un autre !

De multiples interventions à l'inspection du travail, aux impôts, auprès de la « justice », etc. n'ont encore rien donné...

Cela ne surprend guère ce vieux travailleur : la guerre d'Espagne, la Résistance en Corrèze (il était commandant d'une compagnie FTP) l'ont édifié sur le système capitaliste. Aucune illusion sur les partis et politiciens de droite mais aussi de gauche.

Il connaît l'histoire et quelques faits dans la Résistance lui ont montré les racines du mal qui a rongé le PCF. Comme il dit de Marchais : « Qu'est-ce qu'il a à gueuler, contre cette crapule, de Mitterrand ? Il avait signé avec lui. Il s'était engagé sur cette voie-là... ».

● Lagny

Grève à la Sodis

La SODIS est une société de distribution de livres et sert d'intermédiaire entre les éditeurs (Maspero, Lattes...) et les librairies. Elle emploie une majorité de femmes dont un grand nombre de contractuelles pendant trois mois, qui se retrouvent ensuite à la porte ! Et ceci, toute l'année et dans toutes les catégories !

Les travailleurs de la SODIS se sont mis en grève le 8 mars 1978 contre les cadences trop élevées et pour une augmentation de salaires.

C'est la première grève où existe un tel rapport de force : 230 grévistes sur 320 travailleurs, face au patron paternaliste. La mobilisation a été efficace.

En effet, les travailleurs ont obtenu :

1) Qu'il y ait de l'embauche dans les ateliers où les cadences sont impossibles à tenir ; qu'il n'y ait plus de sanction prise quand elles ne sont pas faites.

2) Une prime de 240 F et 1,5 % du salaire, prime pour les mois à venir (avec un plancher de 58 F pour les plus bas salaires).

C'est une lutte à suivre car d'autres revendications n'ont pas encore abouti (dont les 5 % du salaire en prime) et les ateliers en soulèvent de nouvelles. La section CGT y est active.

● Chamalières

Le personnel du centre de l'enfance en grève

Depuis le 27 février le personnel de ce centre est en lutte. La grève est reconductible tous les jours en assemblée générale et elle est suivie par 54 % du personnel.

QU'EST-CE QU'UN CENTRE DE L'ENFANCE ?

C'est un établissement public départemental placé sous la tutelle conjuguée des ministères de la Santé publique et de l'Éducation. Cette tutelle est exercée par le préfet. Le centre est géré par le Conseil général et par une commission de surveillance.

Le directeur, l'adjoint, l'économiste sont nommés par le préfet, le directeur pédagogique est nommé par l'académie. Le centre est donc dirigé directement par le pouvoir d'État.

Actuellement, il y a 200 salariés qui s'occupent de l'hébergement et de l'éducation de 300 enfants environ

et cela sur deux secteurs. - L'aide sociale à l'enfance, nouveau nom de l'Assistance publique.

- L'IMP, scolaire ou professionnel pour les enfants « handicapés intellectuels ».

QUAND LES AUTORITÉS GERENT...

L'austérité n'est pas une nouveauté en France et le centre n'échappe pas à la règle. Le but recherché est de gérer « serré » d'après le directeur départemental.

Pour les travailleurs du centre, cela signifie l'insécurité de l'emploi, une assistante sociale a été licenciée en janvier, un poste d'auxiliaire puéricultrice n'est pas pourvu. Les journées réalisées sont en chute libre : 110 000 en 1970, 84 000 en 1977 (soit 20 % d'effectifs en moins). C'est aussi un refus systématique des revendications depuis plus d'un an.

LES EMPLOYÉS REFUSENT L'AUSTÉRITÉ

Les employés veulent donc de bonnes conditions de travail pour eux-mêmes et refusent de faire subir la crise aux enfants.

Jusqu'à maintenant, les employés ont fait trois interventions à la préfecture, deux à FR 3-Auvergne qui a poliment refusé de venir à leur conférence de presse.

Une conférence de presse a eu lieu, à laquelle ont assisté le journaliste de « La Montagne », de « Sept jours » (PCF), « Rouge » et le correspondant de « L'Humanité rouge ». Les partis de gauche soutiennent la lutte (les élections sont là). Wolf, maire PR de Chamalières et ami de Giscard n'a pas répondu aux invitations des employés. L'objectif de la lutte est et demeure : garantie de l'emploi et budgétarisation des emplois supprimés.

● Colmar

Fin de la grève à Rhone Poulenc-textile

Un accord entre la direction et les syndicats de Rhône Poulenc-textile à Colmar est intervenu, le samedi matin, mettant fin à la grève et à l'occupation de l'usine.

Réunis vendredi après-midi jusqu'à samedi, 1 heure du matin, avec la direction, les délégués du personnel de l'usine qui emploie 750 personnes, ont accepté un accord en cinq points :

- 1) Une prime unique de production de 500 à 700 F basée sur la moyenne des bénéfices réalisés en 1977.

- 2) une augmentation de 60 à 80 F par mois pour les deux-tiers du personnel-filature dès la fin mars par l'obtention d'un échelon supplémentaire, le personnel finissage sera concerné par cette même mesure vers la fin de l'année.

- 3) Retour aux 40 heures pour tout le personnel et obtention d'une journée supplémentaire de congé annuel pour le personnel posté.

- 4) La prime d'ancienneté sera versée tous les mois et non plus tous les six mois.

- 5) La direction paiera 10% du salaire pendant les treize journées de grève.

« HISTOIRE ECONOMIQUE DES GRANDS PAYS CAPITALISTES »

Ce livre de 536 pages traduit du chinois, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution antifeodale, la montée du capitalisme, la crise. L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies « Les Herbes sauvages » - 70, rue de Belleville - Paris 20e) et « La Force du livre » - 33, rue René Leynaud - Lyon 69001.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Paris 19e 28e circonscription

Un ouvrier face à un politicien bourgeois

Dans le 19e arrondissement, 28e circonscription de Paris, c'est André Druésne qui a été le candidat de l'UOPDP, face à différents politiciens bourgeois, dont Fiszbin, député sortant PCF.

La candidature de Druésne a eu un écho incontestable dans les rangs du PCF. D'abord parce qu'il est difficile, pour les responsables du PCF, de faire passer cet ouvrier révolu-

tionnaire de 49 ans, natif de longue date du quartier, pour un petit bourgeois coupable de maladie infantile, image qu'ils donnent habituellement du « gauchiste ». Ensuite, parce qu'André Druésne a été membre du PCF avant son exclusion en 1965, et qu'il a été violemment agressé par un commando du PCF le 5 mai 1967.

La révélation publique de ces graves événements du

5 mai 1967 a suscité de nombreuses réactions parmi les militants de base, sympathisants ou électeurs du PCF. Certains ont eu peine à y croire. D'autres ont demandé des comptes aux responsables du PCF. D'autres ont salué le courage d'André Druésne de se présenter face à Fiszbin.

Bref, un courant de sympathie s'est développé pour le candidat UOPDP, en même temps qu'un cer-



Dans les rues du 19e

tain courant de méfiance et de dégoût envers le PCF. A tel point que les responsables PCF ont renoncé provisoirement à passer sous silence la candidature de notre camarade et que Fiszbin lui a intenté un procès pour « diffamation ».

Ainsi, onze ans après avoir sauvagement agressé André Druésne, le parti de Fiszbin a fait appel à la justice bourgeoise pour le faire payer parce qu'il dit la vérité.

Devant le tribunal, le 9 mars dernier, la défense de Fiszbin a été faible. Le seul témoignage qu'il a pu citer pour se disculper a été celui d'un professeur d'allemand qui a prétendu avoir invité Fiszbin, le 5 mai 1967, pour fêter son anniversaire.

Le 10 mars, notre camarade a quand même été condamné à 1 F de dommages et intérêts (contre les 5 000 F que réclamait Fiszbin) et aux frais d'affichage du jugement sur les panneaux électoraux. Motif : il n'a pu apporter la preuve de sa « bonne foi ».

Mais le tribunal n'a pas nié la vérité de l'agression commise par le PCF le 5 mai 1967.

Cependant, dans tout le 19e, la riposte à Fiszbin s'est vite organisée. Dès avant le jugement, en moins d'un jour et demi, plus de 20 000 tracts rappelant les faits ont été diffusés par les militants de l'UOPDP. Et après le jugement, en moins d'un jour, 15 000 exemplaires d'un second tract comportant la photo de notre camarade le visage ensanglanté, juste après l'agression, ont été diffusés sur tout le quartier.

Sans nul doute, l'impact de ces diffusions massives dépasse largement les 81 voix qui se sont portées dimanche sur André Druésne. En témoigne l'intérêt avec lequel les tracts ont été pris et lus. En témoigne aussi l'attitude de ce jeune ouvrier-chômeur qui, au meeting de clôture de la campagne électorale, avait fait venir trois ou quatre de ses copains de boulot, pour protéger André Druésne si le PCF voulait à nouveau s'en prendre à lui.

Encore deux personnes abattues par la police

Lundi matin, Bernard Chaussin, 34 ans, directeur des ventes d'une société de fabrication de produits chimiques, père d'une fillette de 4 ans, et Alain Chaussin, 22 ans, agent commercial ont été tués par des motards. Pourquoi ? Un incident est survenu entre un chauffeur de taxi et ces deux personnes qui étaient accompagnées par des amis dans une fourgonnette. Il y eut de la tôle froissée. La fourgonnette poursuivie par les motards devint la cible de ces derniers après que l'un d'eux eut été mis à terre, à ce qu'il paraît, par la fourgonnette.

Au delà du simple fait divers, c'est encore une fois la justice bourgeoise qui est en accusation. Alors que les victimes n'étaient pas armées, les vaillants défenseurs de l'ordre public les ont abattues.

La fiancée d'Alain, Melle Desideri, qui a échappé au massacre, a notamment déclaré : « J'ai entendu très distinctement l'un des motards dire à son collègue « C'est bien joué, c'est du bon boulot ».

Le père des deux victimes se réserve le droit de porter plainte à la suite « de l'assassinat de ses deux fils » selon ses propres termes.

Assassinat, c'est bien le cas en effet. Les bavures se multiplient à grande vitesse depuis Malville et il ne se passe pas une semaine sans que l'on apprenne un nouveau méfait de la police. Jusqu'où cela ira-t-il ? Bonnet a-t-il déjà préparé les stades comme au Chili pour tous les « délinquants ? ». On est en droit de se le demander. A quand les coups de revolver pour avoir regardé le policier un peu trop longtemps dans le blanc des yeux ?

Les élections dans les DOM-TOM



« Dans l'émigration guadeloupéenne, s'organiser pour lutter pour l'indépendance nationale ».

Dans ce que la bourgeoisie appelle « les DOM-TOM », les peuples n'ont pas participé activement au vote de dimanche dernier.

En effet, le taux d'abstention a été très fort dans les colonies, plus de 30 % en général. En Martinique, Réunion, Nouvelle-

Calédonie, il avoisine ou dépasse les 40 %. En Polynésie française (Tahiti), le taux d'abstention a été de 32,5 % en moyenne.

Mais c'est à la Guadeloupe que le taux d'abstention est le plus fort. Dans la première circonscription, il

est de 51,4 %, dans la deuxième, 58 %, dans la troisième de 58,3 %.

Dans la première circonscription, Ibéné, le député PCG est d'ores et déjà battu alors qu'il était sortant. Il totalise 9 804 voix contre 10 951 au premier tour de 1973. Dans la deuxième circonscription, le candidat du PCG qui totalisait 9 544 voix au premier tour de 1973 fait le score faramineux de 1 378 voix. Dans la troisième circonscription, le candidat du PCG qui totalisait 6 323 voix en 1973 tombe à 1 567 voix.

C'est là une mobilisation incontestable du courant pour l'indépendance à laquelle contribuent activement les marxistes-léninistes et qui a largement contribué à isoler le PCG et le PS, partis assimilationnistes.

C'est pour essayer de redresser la situation que dans leur accord, les partis de gauche parlent aujourd'hui (un peu tard non !) d'autodétermination des peuples des DOMTOM, alors que de tout temps ils ont nié tout droit à leur indépendance.

au ministère de la Santé. La grève a commencé le 31 janvier 1978 et le moral est excellent chez les grévistes.

Dunkerque

POURSUITE DE LA GREVE DANS LA RÉPARATION NAVALE

En grève depuis le 8 mars, les entreprises de réparation navale ont reconduit leur grève lundi après-midi. Les grévistes réclament entre autres choses le paiement normal des heures de chômage technique lors des périodes creuses, la réduction du temps de travail. La grève concerne 1 500 salariés environ.

Mulhouse

SUICIDE D'UN JEUNE DÉTENU

Pierre Veyssière, 23 ans, s'est suicidé à la prison de Mulhouse par pendaison. Il était incarcéré pour avoir participé à un hold-up. Un suicide de plus dans les prisons françaises. Peyrefitte n'a pas de quoi être fier.

Paris

A LA CAF, ÇA CONTINUE !

Les grévistes de la CAF ont reconduit leur grève en assemblée générale pour le mardi 14 mars. Une manifestation a été organisée

Réactions après le 1er tour

« Écologie 78 » a fait connaître sa position pour le 2e tour : « Donner une consigne de vote serait contraire à notre éthique politique en même temps que totalement incohérent ».

D'autre part « Écologie 78 » met en doute le bien-fondé des chiffres du ministère de l'Intérieur. En effet, Bonnet accorde 2,10 % aux écologistes. Or ceux-ci ne présentaient que 170 candidats. D'après leurs calculs ils obtiennent 4,96 % des voix. Les chiffres de Bonnet portent sur la totalité des circonscriptions, ce qui est une manière comme une autre de minimiser l'impact réel de la campagne des écologistes.

Brice Lalonde a fait lui aussi une déclaration. Il dit en substance : « Nous ne sommes pas propriétaires de nos voix, les électeurs écologistes feront exactement ce qu'ils voudront dimanche prochain ». Dans les résultats des élections il fait remarquer que les écologistes arrivaient au 5e rang, juste derrière les quatre grands.

Ces deux prises de position confirment donc les dé-

clarations faites antérieurement. Elles en sont d'autant plus intéressantes, que les grands ténors de gauche et de droite ne vont pas manquer de multiplier les déclarations d'intention et les promesses électorales d'ici dimanche prochain afin de débaucher les électeurs ayant voté écologiste.

PETITES ANECDOTES DE LA CAMPAGNE

Avon : (Deux-Sèvres)

Les 63 électeurs de la commune ne se sont pas présentés aux urnes dimanche pour protester contre le fait que l'armée qui occupe 800 des 1 200 hectares de la commune ne paie aucun impôt foncier alors que les paysans, par l'intermédiaire de la récolte de foin, procurent un revenu non-négligeable à l'État capitaliste.

Novel : (Haute-Savoie)

Là aussi, les électeurs ont boudé les urnes. La mairie était tapissée d'affiches : « Voter, c'est trahir », « On ne nous a pas consultés en 1973 pour la fusion. Pourquoi nous consulte-t-on pour les législatives ? ».

En effet, les gens n'ont pas eu à se prononcer dans la fusion de leur commune avec une commune voisine. Le gouvernement a passé outre leur volonté. Ils ont donc décidé de protester à leur manière.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

EN AVANT POUR LA SOUSCRIPTION DES 100 MILLIONS !

Conformément aux souhaits de nombreux lecteurs, nous reprenons ci-dessous la publication des listes de la souscription, pour les 60 millions, fixée dans l'année 1977. Nous rappelons que le 5

janvier fut atteint le chiffre de 65 millions de centimes. Le supplément de cinq millions obtenus sera donc décompté de la nouvelle souscription lancée pour 1978 et fixée à 100 millions.

SH 50 F
 HLG 150 F
 CD Klara Zetkin 1 000 F
 CD Catelas 100 F
 Supplément à commande matériel HY 14 F
 Souscription exceptionnelle en réponse à l'appel du 10/12/77 MJB 1 400 F
 Des camarades des quartiers nord de M 1 300 F
 CD G. Monmousseau 550 F
 Deux camarades ayant consacré leur temps libre à travailler dans une imprimerie pour la souscription 550 F

Supplément à réabonnement 20 F
 " TA 30 F
 " PP 30 F
 " L 80 F
 " LJP 144 F
 " BG 80 F
 " MV 20 F
 " GD 74 F
 " JPM 250 F
 " PJP 200 F
 " AML 10 F
 " DM 44 F
 " JG 74 F
 " LS 40 F
 " BAA 22 F
 " CJP 44 F
 " BJ 14 F
 " WP 14 F

Souscription à librairie RP 460 F
 Souscription disques -
 La Lyre des travailleurs 550 F
 Souscription de masse, marché R 31 F
 C.D. E. Varlin 2 270 F
 C.D. F. Yveton 700 F
 C.D. Dimitrov 500 F
 Melle R.B. 280 F
 D/P/H en soutien 250 F
 Une sympathisante : pour que vive H.R. F/CH 600 F
 Une journée de salaire 80 F

Des camarades du 93 6 121 F
 F/P 160 F
 CS Soutien 15 F
 Souscription Bretagne 2 425 F
 Souscription centre 1 380 F
 F/P/B 600 F
 C/D Louise Michel 1 000 F
 C.D. Maumusson 1 250 F
 Pour la souscription Nord 620 F
 B 500 F
 V/A/M 200 F
 Souscription à Librairie province 100 F
 Des camarades de Lyon 60 F
 Le quotidien de la classe ouvrière vivra ! J/J/C 80 F
 Un camarade de Bretagne 140 F

Pour que vive H.R., pour un journal révolutionnaire indépendant 250 F
 Cercle J.C.M.L.F. A. Hermite 200 F
 Pour que vive notre presse L/F
 H/P supplément à BI/M 94 F
 Supplément à vente de calendriers
 D/M/J 50 F
 C.D. Marius Bonnet 250 F

3e versement de camarades de Loire Atlantique 1 220 F
 R/P 200 F
 Pour que notre journal vive et progresse L/P 100 F
 L/M Souscription journal 3 800 F
 J/H pour la souscription 1 000 F
 Souscription Grenoble 1 148 F
 L/J/P Nous vengerons Youda Monnhebi 7 F
 Souscription Orléans 2 886 F
 Lecteurs de D 1 700 F
 Souscription marché C/O 77 F
 L/T 2 000 F
 C.D. Staline 135 F
 Sur vente de calendriers L/M 60 F
 C.D. Marty 700 F
 G/G 250 F
 G/A Prime de mutation agricole
 Non à l'exode rural 2 000 F
 Soutien au journal « Chatel » 1 100 F
 P/D/B 550 F
 C.A. Soutien à H.R. 50 F
 Des lecteurs du journal-Nantes 106 F
 C.D. Monmousseau : pour une ligne prolétarienne 700 F
 Soutien à H.R. « La route » 50 F
 C. Pellen Brest 1 100 F
 Souscription H.R. Baena 1 080 F
 D/H 330 F
 Pour un 8 pages permanent O/CH 900 F
 Un vieil ami J/M 200 F
 Des camarades du Sud-Ouest 20 F

Supplément à commande
 Matériel LG JJ 34 F
 Une sympathisante anonyme 500 F
 Souscription militante 94 100 F
 Comité de Paris E. Varlin 835 F
 Un ouvrier Tréfinmétaux Lucien 20 F
 Sur mon salaire de nourrice BJ 50 F
 CD Fabien 355 F
 CD Audouin 170 F
 CD Ho Chi Minh 200 F
 Pays de Loire 505 F
 CD Commune de Paris 5 005 F
 CD Camille Porchet 440 F
 Sympathisants 100 F
 Sur un marché normand 5 F
 Des sympathisants 12 F
 CD Catelas 1 234 F
 CD Chou En-lai 700 F
 RL 250 F
 JB 150 F
 SAF 600 F
 Des camarades 188 F
 Des sympathisants 57 F
 Madeleine et Claude 500 F
 MF 180 F
 F.F. 50 F
 JP 1 000 F
 CD J. Staline 1 000 F
 Supplément à vente BM 45 F
 CD Dimitrov 600 F
 CD Potemkine 1 052 F
 Anonyme 67 F
 Sur vente de photos 60 F
 CD 40 F
 Pour que vive notre presse DJP 500 F
 RM 150 F

Demande de contact

- Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;

- Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
 Prénom
 Adresse
 Signature

Du 9 au 13 des membres d'une même famille 403 F
 Pour le développement de notre quotidien Mme S 1 000 F
 Versement complémentaire pour atteindre les 60 millions JJC 200 F
 Une part de mes économies pour que vive le quotidien 1 700 F
 Un lecteur 100 F
 CD Yveton Ouest 480 F
 CD Fromond 60 F
 Un appelé en timbres 10 F
 CD Pierre Sémard 550 F
 Journée de grève du 1/12/77 CJP 130 F



Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur 8 pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien, seul	pli ouvert	pli fermé
Un an (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (6 Nos)	90 F	180 F
Six mois (12 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus dimanche		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Un premier tour qui annonce une crise politique

« Ni la gauche, ni la droite n'ont la majorité », tel était le titre de notre édition d'hier, notre premier commentaire au soir de ce premier tour des législatives. Nous étions alors parmi les seuls à reconnaître ce fait évident, qui ne fait que se confirmer.

Reprenons la situation au soir du 12 mars. Faites le calcul : il n'y a pas vraiment de majorité aujourd'hui. Même si toutes les voix dites d'extrême-gauche se reportent sur la gauche au second tour, (ce qui ne sera pas le cas), et même si toutes les voix de l'extrême-droite se reportent alors sur la droite, aucune majorité digne de ce nom ne sortira des urnes du 19 mars.

UN REcul DE LA DROITE...

Cela veut dire tout d'abord que la droite, l'ancienne majorité a perdu des voix. Que le mécontentement de la politique de Barre aujourd'hui et de Chirac hier (quand il était Premier ministre de Giscard) a grandi dans notre pays. Il n'y a plus de majorité réelle de droite, mais il y a encore un président

de la République de droite. Et comme c'est le gouvernement actuel qui a défini le découpage des circonscriptions (à son avantage) ce découpage favorise la droite : on risque d'avoir une Chambre des députés majoritaire à droite, mais refusée par la moitié des électeurs, ou un peu plus.

... MAIS PAS DE POUSSÉE A GAUCHE

Qu'il n'y ait pas de vraie majorité, cela veut dire aussi qu'il n'y a pas eu de « raz-de-marée » de gauche, de poussée de gauche. Il est vrai que beaucoup d'électeurs ont exprimé en votant à gauche leur volonté de changement. Mais pas de façon aussi massive que pouvait le dire et l'espérer Marchais ou Mitterrand avant le 12 mars. Autre fait marquant : aucun véritable enthousiasme, ni chez les leaders,

ni chez les électeurs de gauche, au lendemain de ce 12 mars.

ALORS QUEL GOUVERNEMENT ?

C'est une des premières fois dans l'histoire de notre pays qu'aucun parti (de droite ou de gauche) n'ait rassemblé autour de lui une majorité de l'électorat : à gauche comme à droite, les grands partis ont à quelques suffrages près, 20 % des voix. Il n'y a pas au fond UN premier parti en France, mais (à quelques pourcentages près) il y a QUATRE premiers partis de France...

Dans ces conditions, quel que soit le Premier ministre que choisira Giscard, quel que soit le parti où il ira chercher ce Premier ministre, on peut d'ores et déjà dire que ce futur chef de gouvernement ne bénéficiera pas d'un soutien populaire suffisant pour gouverner de façon stable.

ET LE MÉCONTENTEMENT GRONDE

Or, aucun des grands problèmes de notre pays n'est résolu : ni le chômage, ni l'inflation, ni la hausse des prix et des loyers, ni l'environnement. Et en conséquence, le mécontentement reste le même.

Quand dans un pays, le peuple est mécontent, quand sévit une crise qui frappe la majorité de la po-

pulation et quand aucun gouvernement ne peut offrir d'alternative suscitant un mouvement de confiance, il y a bel et bien crise politique et crise politique grave.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

On en est avant tout arrivé là du fait que les deux grands projets politiques qui se disputent nos suffrages sont deux projets qui se situent dans le même cadre, dans le cadre du capitalisme.

Bien sûr, entre la gauche et la droite, se développe toute une polémique sur tel chiffre, telle mesure, telle politique économique, mais au fond, rien n'est concluant aux yeux de l'électeur. La raison fondamentale en est qu'aucun des deux projets ne tranche vraiment par rapport à l'autre.

Pour l'un, il faut « produire plus et consommer plus » et pour l'autre, il faut « relancer la consommation et la production ». Pour l'un il faut faire « participer » les travailleurs, pour l'autre il faut les « associer » à la marche de l'entreprise...

Au fur et à mesure que se développera cette crise, un fait sautera aux yeux de tous avec de plus en plus d'évidence : nous n'avons rien à attendre de cette droite qui a fait son temps ni de cette gauche qui a fini le sien avant même de commencer à gouverner...

Devant le siège de l'Humanité

A 21 h, dimanche, une douzaine de personnes sont dans le hall. Elles n'ont pu entrer comme lors des élections précédentes pour suivre les résultats. Pourquoi ? Elles obtiennent des réponses embarrassées de la part des permanents de service. Sans doute était-il prévu que toutes les décisions ne seraient pas prises ; sans doute les dirigeants du PCF ont-ils voulu éviter des questions embarrassantes vis-à-vis de questions qui se règlent à huis-clos.

En tout cas la gauche serait majoritaire à ce qu'on dit et pourtant l'heure n'est pas à la satisfaction, il suffit d'écouter les dirigeants de la gauche. Alors chez ceux qui sont venus aux nouvelles percent la perplexité et même l'inquiétude. Certains, déjà à nouveau défaitistes s'en prennent, faute d'y voir suffisamment clair, aux « 30 % d'ouvriers qui votent

encore à droite » et à « ceux qui ont des salaires de famine et ne votent pas en conséquence » etc.

Plus tard, avec les discours de Marchais, il y a plus de monde et des discussions animées s'engagent. Mais dans l'ensemble, c'est le désenchantement. La gauche est majoritaire, prétend Marchais et pourtant, rien ne semble acquies.

Un travailleur venu là s'imaginait déjà voir Giscard chassé la semaine prochaine, c'est dire ! Il découvre qu'il n'en est rien ; bien plus, il apprend que même si la gauche s'avère majoritaire, elle ne le sera peut-être pas en députés. Lui est bien déçu et le voilà plongé dans un abîme de perplexité. Ce changement qu'on lui promet à chaque fois et qui est à chaque fois reporté ne ressemble-t-il pas fort à une impasse.

• Corse

Fort taux d'abstention

Le scrutin y est caractérisé principalement par un taux élevé d'abstentions, très supérieur à la moyenne nationale. Souvent les abstentions sont voisines de 30 %.

Dans la circonscription d'Ajaccio, il y a 28 589 abstentions sur 60 192 inscrits. Dans celle de Sar-

tène, 6 934 abstentions pour 30 117 inscrits. Dans celle de Bastia, 20 891 abstentions sur 61 926 inscrits. Dans celle de Corte-Calvi : 17 268 abstentions pour 54 412 inscrits.

Hersant prend la veste

Hersant, qui s'était imposé à Neully et qui avait le soutien de tous les partis de droite, a subi un échec retentissant face à la concurrence du même parti que

lui (RPR) qu'il voulait évincer : Florence d'Harcourt. Celle-ci obtient 28 810 voix contre 9 970 à Hersant. L'impudence ne paye pas toujours.

Notable diminution du PCF dans la banlieue parisienne

Les élections de dimanche dernier ont marqué un recul sensible du PCF nationalement. Il est intéressant d'examiner comment s'est comporté ce parti dont on connaît l'influence qu'il conserve encore sur la classe ouvrière dans certaines circonscriptions ouvrières. Nous avons choisi celles de la « banlieue rouge » de Paris où le PCF est traditionnellement très implanté et où la classe ouvrière est nombreuse. Nous comparons sous forme de tableau en pourcentage les résultats de dimanche avec ceux du premier tour des législatives de 1973.

Hauts de Seine

Circonscription	1er tour 73	1er tour 78	évolution
1re Gennevillier-Villeneuve	54,5 %	49,2 %	- 5,3 %
3e Colombes, Bois-Colombes	36,7 %	34,2	- 2,5 %
4e Levallois-Perret Clichy	35,4	35,9 %	+ 0,5 %
7e Nanterre Suresnes	43,8 %	37,5 %	- 6,5 %
11e Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux	39 %	33,4 %	- 5,6 %

On constate une tendance générale à la diminution du nombre des voix du PCF dans ces circonscriptions qui sont les plus ouvrières des Hauts-de-Seine. Dans toutes les autres circonscriptions de ce département (2e, 5e, 6e, 8e, 9e, 10e, 12e), le PCF perd de 2 à 5 % des voix. Dans la 1re circonscription le candidat PCF avait été élu au 1er tour en 1973 ; il est aujourd'hui en ballottage.

Seine-Saint-Denis

Circonscription	1973	1978	évolution
1re Saint-Ouen, Épinay-sur-Seine	44,2 %	37,4 %	- 6,8 %
2e St-Denis	54,1 %	47,6 %	- 6,5 %
3e Aubervilliers, Stains	51,3 %	50,9 %	- 0,4 %
4e Bobigny, Drancy	58,2 %	50,9 %	- 7,3 %
5e Bondy, Noisy-le-Sec	31,2 %	30,7 %	- 0,5 %
6e Bagnolet, Pantin	38,3 %	34,7 %	- 3,6 %
7e Montreuil Rosny-sous-Bois	44,2 %	39 %	- 5,2 %
8e Aulnay-sous-Bois	43,6 %	40,2 %	- 3,4 %
9e Le Raincy Gagny	25,5 %	26,3 %	+ 0,8 %

Dans six circonscriptions les pertes de voix du PCF sont supérieures à 3 %, ce qui est un phénomène important. La tendance très générale confirme donc la baisse d'influence du PCF dans les départements ouvriers de la banlieue parisienne. Dans la 2e circonscription, le candidat PCF est en ballottage alors qu'il avait été élu au 1er tour en 1973.

Val-de-Marne

Circonscription	1973	1978	évolution
1re, Arcueil, Cachan	43,8 %	43,3 %	- 0,5 %
2e Choisy-le-Roi Orly	38 %	32,3 %	- 5,7 %
3e Ivry-Vitry	54 %	48,4 %	- 5,6 %
4e Alfortville, Charenton	22,1 %	19,9 %	- 2,1 %
5e Créteil	20,6	19,4	- 1,2
6e Champigny Nogent	27,7 %	25,3 %	- 2,4 %
7e Fontenay, Vincennes	23,8 %	21 %	- 2,8 %
8e Villeneuve-St-Georges	31,8	29 %	- 2,8 %

Dans toutes les circonscriptions, le PCF perd des voix en pourcentage. C'est en particulier le cas de Marchais dans la 1re et surtout de Fitermann (moins 5,7) dans la 2e. Dans la 3e, le candidat du PCF avait été élu au 1er tour en 1973. Il est en ballottage en 1978.

Dans l'Essonne, autre département intéressant, les candidats perdent des voix.

Ainsi, c'est donc une nette régression que l'on observe dans les fiefs ouvriers traditionnels du PCF de la région parisienne. Cette régression est beaucoup plus marquée qu'au niveau national.

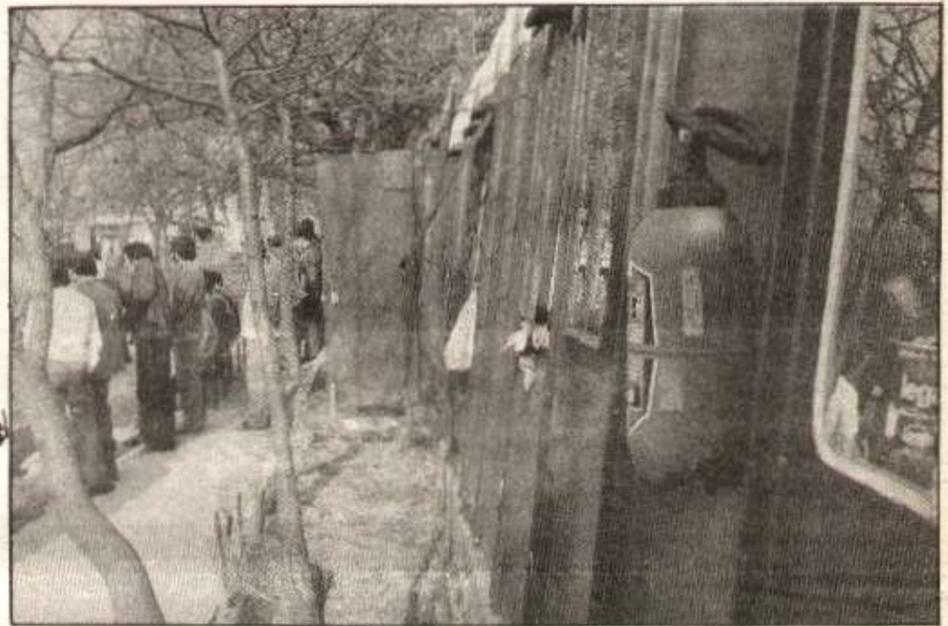


● Saint-Denis

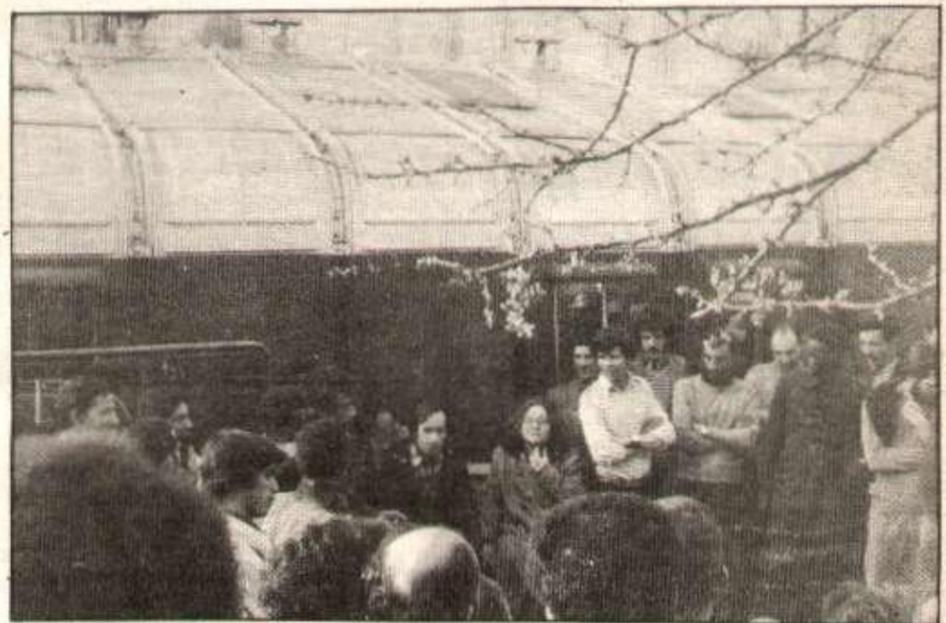
La vie et la lutte au foyer de l'Yser

Le foyer et la rue de l'Yser perdu entre Saint-Denis et Epinay a été construit en 1956 par la Préfecture de la Seine, pour loger un peu plus de 220 travailleurs immigrés (certains résidents actuels y vivent depuis cette époque), Par la suite la gestion fut transférée à l'Office départemental de HLM de la Seine-St-Denis dont le directeur est un dénommé J.P. Bouquet, conseiller municipal de Sevran, membre du PCF et gérant de cinq autres foyers dans la région. Depuis un an et demi les résidents sont en grève des loyers pour obtenir le relogement rapide de tous à St-Denis pour un loyer n'excédant pas 150f et avec le statut de locataire. Samedi 11 mars ils organisaient une journée portes-ouvertes.

3 — La salle d'eau. 12 WC pour 224 personnes, pas de chauffage quant à l'eau chaude une personne suffit à l'épuiser. En fait pour prendre une douche, il faut aller en ville à Saint-Denis. 22 réchauds à gaz dont beaucoup ne marchent pas, mais aucun frigo et pas un seul commerce à proximité.



4—Des baraquements militaires en tôle de 42 m² (7m,35 X 5m,80) transpercés de courants d'air, sans volets, posés à même une dalle de béton. Dans chaque baraque, 16 résidents dorment quand ils le peuvent sur des lits superposés. Le tout pour un loyer de 93 F mensuel soit 1 500 F pour la chambrée, comme disent les résidents : « pour le propriétaire c'est plus rentable qu'une mine d'or ».



5—Lors du débat, les résidents ont rappelé comment les municipalités de Saint Denis et d'Epinay s'étaient longtemps renvoyé le foyer pour ne pas avoir à s'en occuper. C'est au cours de la lutte que les résidents ont pu imposer à la municipalité qu'elle admette ses responsabilités (il a fallu qu'ils invoquent le plan cadastral !). Il y a dix jours les résidents avaient organisé une conférence de presse, un conseiller municipal de Saint-Denis (membre du PSU, la municipalité étant dominée par le PCF) y était. Il a promis une réponse aux revendications sous quinzaine. Samedi, présent à la journée « portes-ouvertes », il fut soumis au feu roulant des critiques portées par la politique de la municipalité et du PCF à l'égard des travailleurs immigrés. La pratique raciste du seuil de tolérance à 15 % y fut dénoncée. Des questions précises et indignées lui furent posées : « Pourquoi la municipalité n'a-t-elle rien fait depuis 56 ? » L'élu, fort mal à l'aise, s'employa à justifier ses collègues du PCF et leur politique. Mais les résidents attendent de pied ferme une réponse dans quelques jours.



1—Parmi les nombreuses personnes venues se rendre compte sur place et apporter leur soutien, il y avait des travailleurs immigrés résidents des foyers Sonacotra et des travailleurs français venus manifester leur solidarité. L'accueil était fraternel, les résidents du foyer de l'Yser avaient bien fait les choses. Chacun a pu voir les baraques en tôle du foyer dans le détail et constater que les conditions de vie ici n'ont rien à envier à celles d'un camp de concentration. Il manquerait peut-être les miradors mais ils sont remplacés par les pylônes des lignes à haute tension.



1 — La décharge d'ordures de Saint-Denis, juste derrière le grillage. La ronde infernale des camions commence le matin à 4 h et dure jusqu'à 14 h empêchant de dormir les résidents qui sont nombreux à travailler en équipe 3X8. De l'autre côté du foyer c'est l'usine d'épuration des eaux usées... En plus des odeurs puantes dégagées il y a les rats et les cafards.